

LUTTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE

L'EXTRÊME DROITE ET LES LUTTES POUR DISPOSER DE SON CORPS

L'extrême droite lutte contre les droits des personnes LGBTQIA+ et contre les droits à l'IVG. À l'international, elle a pris le pouvoir aux États-Unis et en Europe (Italie, Hongrie...). Ces prises de pouvoir ont un impact sur les femmes et les personnes concernées par les différentes lois appliquées par ces gouvernements. En France, des groupes politiques partagent ces luttes, rejoignent leurs idées et leurs actions.

L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR À L'INTERNATIONAL

L'une des actions les plus visibles de l'extrême-droite à l'international au pouvoir est le retournement de la jurisprudence *Roe v. Wade* aux États-Unis, qui a rendu inaccessible l'avortement pour un tiers des personnes vivant sur ce territoire [1]. Ce renversement a été permis par une Cour Suprême conservatrice mise en place lors du premier mandat de Donald Trump. Dès le début de son second mandat, des réseaux sociaux suppriment les messages liés à des informations sur l'avortement [2]. Le Ministère de la Santé supprime toutes ses pages web liées à l'avortement, en plus des pages web liées aux personnes LGBTQIA+ et au VIH [3]. Le service du parc de Stonewall à New-York a décidé de supprimer la mention des personnes trans durant les révoltes de Stonewall [4] dès février. Les premiers décrets signés par l'administration Trump visaient à empêcher l'existence du genre "X", disponible depuis 2022 : cela permettait aux personnes trans, non-binaires et intersexes d'avoir un état civil correspondant à leur genre. Or, comme cette possibilité existait depuis plusieurs années, plusieurs milliers de personnes l'ont utilisées et donc ont pu changer leur état-civil. En raison de ce retour en arrière, ces personnes ne peuvent plus voyager, et des questions autour de leur possibilité d'exercer leur droit de vote se posent. De plus, il est demandé aux personnes notifiées comme personne trans de faire vérifier leur sexe à la conception avec le certificat de naissance [5] [6].

En Italie, l'avortement est toujours légal, mais 63% des gynécologues refusent de l'appliquer, au nom de la clause de conscience spécifique sur cet acte. Sous le gouvernement de Giorgia Meloni, cela ne s'est pas arrangé : récemment les groupes anti-avortement ont été autorisés à entrer dans les établissements médicaux afin de faire pression sur les médecins et les personnes qui souhaitent avorter [7]. De plus, l'acharnement contre les droits à la parentalité des personnes homosexuelles est particulièrement violent. Ainsi, l'adoption d'enfant par des personnes homosexuelles italiennes (que ce soit en Italie ou à l'étranger) a été interdite [8], et la GPA (Gestation Pour Autrui) a été redéfinie comme un crime "universel" - c'est-à-dire condamnable même si réalisée à l'étranger [9].

En Hongrie, depuis l'arrivée de Viktor Orbán, la pression politique contre l'avortement n'a cessé d'augmenter, avec des campagnes anti-avortement [10] et l'ajout dans la constitution que "la vie du fœtus doit être protégée à partir de sa conception" [11]. Dernièrement la personne qui cherche à avorter doit "écouter le cœur du fœtus" avant de pouvoir accéder à la procédure [12]. De plus, la marche des fiertés a été interdite, et la reconnaissance faciale a été utilisée pour retrouver les personnes y participant [13]. D'autres restrictions sont en cours dans le monde, que ce soit dans l'Argentine de Javier Milei [14], ou avec l'ombre de l'extrême droite allemande [15].

L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

En France, l'ancien Premier Ministre F. Bayrou s'est opposé à la constitutionnalisation de l'IVG quelques jours après le renversement de Roe v. Wade aux US [16]. Du côté des associations, plusieurs s'attaquent de longue date aux droits LGBTQIA+ : le "Syndicat de la Famille", anciennement "Manif pour Tous", s'est opposé au mariage pour tous [17], mais aussi à l'IVG, avec le collectif "Marche pour la Vie"[18]. Ces associations sont soutenues par de nombreux hommes politiques de droite et d'extrême-droite :

- Laurent Wauquiez, dans la région Rhône-Alpes (devenue AURA) [19]
- Eric Ciotti, ancien président du parti Les Républicains
- Eric Zemmour, à qui le Syndicat de la Famille s'est associé en vue des présidentielles 2027 [18].

D'autres associations se sont créées contre les droits des personnes trans, que ce soit l'observatoire de la petite sirène [20] ou Ypomoni [21] qui s'appuient sur des paniques morales de parents. Ces organismes diffusent des rumeurs et des fausses informations outrancières qui visent à décrédibiliser l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) dans son ensemble. Les représentant·e·s de ce mouvement sont proches des mouvements de droite et réactionnaires [22], mais ont aussi été reçu·e·s par des membres de l'ancien gouvernement Macron [23]. Cela a permis le passage d'une loi transphobe limitant l'accès aux bloqueurs de puberté pour les personnes trans mineures [24]. Pour bien appréhender ce sujet, il faut comprendre que les bloqueurs de puberté permettent à la personne de bloquer l'avancée de la puberté afin qu'elle puisse décider de la direction qu'elle souhaite prendre. Et malheureusement cette loi va retarder la prise de ces bloqueurs, obligeant la personne à prendre un chemin potentiellement délétère pour elle-même.

CONSTITUTIONNALISATION DE L'IVG EN FRANCE

Récemment, l'IVG a été inscrite dans la constitution de la manière suivante :

« *La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse.* » [25]

Ce n'est pas le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse qui est constitutionnalisé, mais la liberté garantie. Cette distinction implique que cette

liberté peut être mise en balance face à d'autres libertés. Par exemple, si un·e gynécologue refuse de réaliser une IVG, il ou elle peut être traduit·e en justice. Mais la liberté d'avoir recours à l'IVG sera comparée au cas par cas avec la clause de conscience des médecins qui s'appuie aussi sur un article de la constitution.

De plus, la loi mentionne explicitement "la femme", écartant de ce fait une partie de la population concernée. Cela signifie que cette "liberté garantie" n'est pas applicable pour les personnes qui ne sont pas légalement considérées comme femmes. Cette "liberté" exclut donc les personnes susceptibles d'avoir besoin d'avorter mais qui sont légalement considérées comme hommes.

Ces brèches étaient déjà présentes dans le projet de loi du gouvernement. Lors des débats à l'Assemblée et au Sénat, des député·e·s (de droite et d'extrême droite majoritairement), ont tenté de supprimer ou de conditionner cette liberté, pendant que d'autres député·e·s (de gauche principalement) tentaient de fermer ces brèches en remplaçant femme par personne [26].

Le vote de la constitutionnalisation s'est fait en congrès (Assemblée et Sénat réunis) avec 780 pour, 72 contre, et 50 abstentions. Ces voix contre se répartissent de la manière suivante:

Groupes	Pour	Contre	
Les Républicains (Sénat)	79	38	14
Les Républicains (Assemblée)	43	12	4
Rassemblement National + Reconquête	46	12	20
Union Centriste	42	6	8
Autres	570	4	4

Dans le compte rendu de séance [27], le représentant du groupe Les Républicains du Sénat défend donc le choix du mot "liberté" plutôt que "droit", en affirmant ainsi que cette constitutionnalisation est une protection de la Loi Veil, mais qu'elle ne change pas l'équilibre fondamental de cette loi. La représentante du Rassemblement National a trouvé cela paradoxal de vouloir protéger cette loi par la constitution au vue des précédentes législations qui allaient dans le sens d'un assouplissement; omettant donc le contexte international de recul de l'accès à l'IVG dans le reste du monde.

INSTRUMENTALISATION DES LUTTES CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES (VSS) À DES FINS RACISTES ET/OU TRANSPHOBES

Comment l'extrême droite essaie de faire croire qu'elle est féministe ?

L'EXTRÊME-DROITE EST D'ABORD RACISTE

Les partis et collectifs d'extrême-droite instrumentalisent les droits des femmes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles à des fins racistes et xénophobes. Ils insistent sur les VSS commises par des hommes issus de l'immigration pour faire croire que la solution serait de stopper l'immigration.

→ Pourquoi c'est faux ?

Les VSS touchent toutes les femmes : 9 femmes sur 10 déclarent avoir subi des violences sexistes. Dans 91% des cas de violences sexuelles, les victimes connaissent leur agresseur [28]. Dans 43% des viols ou tentatives de viol, l'auteur est un conjoint ou ex-conjoint [29]. Les VSS ont lieu en grande partie dans un cadre familial voire familial. La représentation de l'agresseur sexuel en majorité racisé dans la rue est un mythe. [30]

L'extrême-droite considère que le sexisme et le patriarcat sont plus particulièrement présents dans les cultures qu'ils disent "non-européennes" ou "non-blanches".

→ Pourquoi c'est faux ?

Cette croyance est infondée : selon eux, les pratiques culturelles et religieuses des populations immigrées (donc, selon eux, musulmanes) seraient régressives et patriarcales. C'est une façon de stigmatiser les hommes racisés et/ou considérés comme musulmans. Cette représentation des hommes racisés est tout droit sortie de l'idéologie coloniale, qui hiérarchise les populations au profit de la population blanche.

Or, les hommes blancs sont tout autant auteurs de VSS. Rappelons-nous Depardieu, ou le procès Pélicot, dans lequel les accusés étaient de tous les milieux sociaux, et de cultures religieuses différentes. On pourra aussi se référer au travail de la féministe V. Rey-Robert, *Une Culture du viol à la française* [31]. Par ailleurs, cette croyance fait des femmes musulmanes et/ou racisées des victimes par excellence de "leurs hommes", comme si elles étaient incapables de se battre contre le patriarcat. Là encore, cette croyance est le fruit d'un fantasme colonial selon lequel les femmes racisées devraient être libérées de leur propre culture... Or, être féministe c'est lutter pour que toutes les femmes et minorités de genre trouvent leurs voies d'émancipation.

Les partis et collectifs d'extrême-droite s'opposent au port du voile dans l'espace public, considérant qu'il s'agit d'une façon de dominer les femmes par la religion.

→ Pourquoi c'est faux ?

S'il est vrai que certains groupes religieux veulent imposer le port du voile aux femmes - ce qui est absolument inadmissible - cela ne signifie pas que des femmes ne peuvent pas choisir, par conviction religieuse personnelle, de porter un voile. Estimer que toutes les femmes qui portent un voile le font par obligation extérieure, c'est considérer les femmes musulmanes comme incapables de choisir pour elles-mêmes : c'est du racisme.

De plus, cela fait des femmes musulmanes qui portent le voile les premières cibles des violences sexistes islamophobes : en 2023, 80% des agressions islamophobes ont été commises contre des femmes [32].

Cette idéologie, c'est du « fémonationalisme ». En prétendant vouloir "sauver" les femmes blanches de leurs agresseurs racisés, les fémonationalistes ne défendent personne :

- Elles abandonnent les femmes racisées, victimes, comme toutes les femmes, de VSS, et elles refusent de voir les spécificités des VSS subies par les femmes racisées : islamophobie genrée, misogynoir [33] et toute autre forme de racisme subi spécifiquement par des femmes.
- Elles stigmatisent les hommes racisés, qui seraient plus enclins à commettre des VSS. Cette affirmation n'a aucun fondement, et discrimine sciemment des hommes en fonction de leur culture et de leur religion. C'est du racisme.
- Elles utilisent la lutte contre les VSS au profit de l'idéologie nationaliste et xénophobe : il s'agit de défendre les « valeurs occidentales » ou « européennes » qu'elles jugent supérieures aux autres.
- En fin de compte, elles ne défendent pas même les femmes blanches, car elles ne produisent aucune analyse sur les VSS, mettant de côté les violences intra-familiales et conjugales, valorisant le patriarcat et la *Culture du viol à la française*.
- Contrairement à ce qu'elles clament, les fémonationalistes ne défendent pas non plus les personnes LGBTQIA+ [34] puisqu'elles affirment très régulièrement des positions transphobes.

L'EXTRÊME-DROITE EST CONTRE LES DROITS LGBTQIA+

Des associations comme le Syndicat de la Famille luttent contre l'IVG, sous couvert de considération sociale : à cause de l'avortement et de la baisse de la natalité, on ferait moins d'enfants et on aurait des problèmes de cotisations sociales.

→ Pourquoi c'est faux ?

Ces analyses sont démenties par le COR (Conseil d'Orientation des Retraites), qui démontre un système à l'équilibre, voire en léger déficit dû à une baisse de cotisation par rapport au PIB. C'est à dire que l'on produit toujours plus, mais que les cotisations associées à cette production sont réduites [35]. Or, cette réduction est due à la politique macroniste d'exonération de cotisations patronales. Cet argument fallacieux est utilisé par les groupes anti-IVG notamment parce qu'aujourd'hui, la désinformation et l'obstruction d'accès à une IVG est punie par la loi. Il est donc plus difficile pour ces groupes de lutter ouvertement contre les droits à l'IVG. Ces idées se transmettent souvent de manière détournée, avec des considérations natalistes (réarmement démographique [36], cotisation), racistes (grand remplacement [37]), religieuses (Civitas [38]).

Des associations, comme l'Observatoire de la Petite Sirène ou les militantes anti-trans Dora Moutot et Marguerite Stern, luttent contre les droits des personnes trans. Elles considèrent que les gens, en particulier les enfants, seraient poussés à transitionner par la communauté LGBTQIA+, mais que cela ne serait pas un vrai désir de leur part.

→ Pourquoi c'est faux ?

L'étude Trans Youth Project [39] a étudié la trajectoire de 317 enfants trans et a mesuré que 97.5% de ces enfants trans s'identifiaient toujours comme trans en moyenne 5 ans après le début de leur transition. L'étude montre que 7.3% des mineurs trans ont retransitionné (c'est à dire changé à nouveau de genre) au moins une fois, si bien qu'à la fin de l'étude 3,5% des jeunes s'identifiaient comme d'un genre non-binaire et 2,5% comme cisgenre. 1,3% des jeunes ayant retransitionné à nouveau vers un genre trans binaire [40].

L'Observatoire de la Petite Sirène met en avant le ROGD (Rapid Onset Gender Dysphoria) pour montrer que les enfants seraient influencé-es pour transitionner.

→ Pourquoi c'est faux ?

Le *ROGD (Rapid Onset Gender Dysphoria)* est issu d'un article questionnant uniquement les parents d'un site anti-trans, à propos de leur enfant trans [41]. L'étude est donc totalement biaisée !

Toutes ces attaques, c'est d'abord du patriarcat : en s'opposant aux droits des personnes trans, soi-disant pour protéger les enfants, l'extrême-droite défend la famille patriarcale et genrée. A nouveau, elle ne défend personne, sûrement pas les enfants.

- L'extrême-droite soutient une position nataliste : la femme doit enfanter, l'homme doit produire/se battre
- L'extrême-droite soutient une position adultiste : les enfants ne sont pas considérés comme des êtres de plein droit.
- L'extrême-droite soutient l'hétéronormativité : la seule famille qui vaille, ce serait la famille nucléaire ("un papa, une maman"), dirigée par "un bon père de famille". En faisant ça, ils rejettent toute possibilité d'être en dehors de la norme hétérosexuelle, blanche, valide, cis.
- L'extrême-droite est fasciste : aucun écart à la norme hétérosexuelle, blanche, valide, cis n'est toléré.

Ce sont les auteurs de VSS, quels qu'ils soient, qui doivent être combattus !
Ce sont toutes les femmes, quelles qu'elles soient, qu'il faut protéger !

EDUCATION À LA VIE AFFECTIVE RELATIONNELLE ET SEXUELLE : UN TERRAIN DE BATAILLE

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS) déchaîne les foudres de l'extrême-droite. Mais l'EVARS, qu'est-ce que c'est ?

QU'EST-CE QUE L'EVARS ?

Ce sont des séances menées par des professionnelles au sein des établissements scolaires, de la maternelle au lycée et CAP. Elles ont pour objectifs principaux de :

- Protéger les enfants, en prévenant les violences sexistes et sexuelles (VSS) qu'ils et elles pourraient subir.
- Lutter contre les violences et cyberviolences sexistes et sexuelles, le harcèlement, les discriminations LGBTQIAphobes et les stéréotypes sexistes, auxquels chaque individu fait face dans notre société, dès l'enfance.
- Favoriser l'accès à la santé sexuelle, reproductive et affective.
- Favoriser l'émancipation et la citoyenneté des jeunes

En un sens, l'EVARS, c'est une mission de service public : les enfants et les adolescents ont droit à un accès la santé et à la connaissance de leur corps, de leur sexualité, et nous devons, en tant que société, avancer vers le respect d'autrui.

Malgré cet intérêt évident de l'EVARS pour les jeunes, l'extrême-droite lutte contre l'EVARS à l'école - et donc contre les droits des enfants et des jeunes - avec des arguments fallacieux.

LUTTER CONTRE LES ARGUMENTS DE L'EXTRÊME DROITE

« L'éducation à la sexualité doit être du ressort de la famille uniquement, puisque les parents seraient les seuls capables de s'adapter à la maturité de leur enfant. »

→ **pourquoi c'est faux ?**

La vie affective, relationnelle et sexuelle concerne notre rapport aux autres, à la famille comme à l'extérieur de la famille. C'est une question de société, qui ne peut pas être laissée uniquement à la famille. De plus, les chiffres soulignent que la famille est souvent le lieu de violences envers les enfants : chaque année 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, dont 77% au sein de la famille (estimation CIIVISE). Comment s'assurer que tous les enfants sont protégé·es si on laisse le soin à la famille de parler d'EVARS ?

« Lors des séances d'EVARS, les enfants apprennent des actes sexuels ! »

→ **pourquoi c'est faux ?**

Evidemment, personne n'enseigne aux enfants à se masturber ou ne leur apprend des actes sexuels dont il n'aurait pas connaissance auparavant ! Les discours sont adaptés à l'âge des enfants : on ne présente pas les choses de la même façon à un·e enfant en primaire et à un·e lycéen·ne. En revanche, on sait que dès 11 ans, 1 enfant sur 2 a déjà été confronté·e à des images pornographiques. Plutôt que de faire comme si cela n'existait pas, les séances d'EVARS permettent de parler de ces problématiques à hauteur d'enfant et d'adolescent·e, pour éviter que la pornographie soit leur seule éducation à la sexualité et qu'ils et elles soient laissé·es seuls face à des discours et des mises en scène d'adultes sur la sexualité.

« Les séances d'EVARS visent à convaincre des enfants de transitionner ! »

→ **pourquoi c'est faux ?**

Evidemment, personne n'encourage les enfants et les adolescents à transitionner lors d'une séance d'EVARS. L'EVARS vise à reconnaître et faire comprendre aux publics jeunes la diversité des êtres humains au-delà de ce qui est présenté comme une "norme" : l'identité n'est pas uniquement conscrée à ce que dicte le médecin à notre naissance et une myriade de possibilités existe ; l'amour n'est pas uniquement hétérosexuel et les relations affectives ne sont pas déterminées par notre genre. Une fille peut être amie avec un garçon, et être amoureuse d'une autre fille, par exemple. Donner ces informations aux enfants permet de réduire les situations de souffrance et de danger, aussi bien au sein de l'école que de la famille. L'objectif est d'encourager les jeunes à respecter les autres et à se respecter eux-mêmes, en légitimant les ressentis personnels.

ALLER PLUS LOIN

Yves Verneuil Une question "chaude" Histoire de l'éducation sexuelle à l'école (France, XXe-XXIè siècle, Peter Lang, Exploration – Education : Histoire et pensée, 2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/etre-et-savoir/une-question-chaude-l-education-a-la-vie-affective-relationnelle-et-sexuelle-3002571>

Magali Dalla Sudda Les nouvelles femmes de droite, Hors d'atteinte – Faits et idées, 2022

Et que l'amour n'est pas uniquement hétérosexuel, et que les relations amicales, amoureuses et sexuelles s'incluent dans un arc-en-ciel de coloration.



SOURCES

- [1] <https://www.plannedparenthoodaction.org/issues/abortion/roe-v-wade>
- [2] <https://www.amnesty.org/fr/petition/meta-tiktok-stop-taking-down-abortion-information/>
- [3] <https://reproductiverights.org/abortion-deleted-from-all-hhs-web-pages/>
- [4] https://www.huffingtonpost.fr/life/article/new-york-la-mention-des-personnes-transgenres-reiree-du-stonewall-national-monument_246234.html
- [5] <https://eu.usatoday.com/story/travel/2025/03/07/transgender-nonbinary-passports/80567094007/>
- [6] <https://www.aclu.org/press-releases/transgender-and-nonbinary-people-take-trump-to-court-over-passport-restrictions>
- [7] <https://www.theguardian.com/world/2024/apr/16/italy-passes-measures-to-allow-anti-abortion-activists-to-enter-abortion-clinics>
- [8] https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/03/23/in-italy-the-meloni-government-attacks-same-sex-parenthood_6020386_4.html
- [9] <https://www.uianet.org/fr/actualites/surrogacy-italy-universal-crime>
- [10] <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/eu-funds-used-for-hungarian-anti-abortion-campaign/>
- [11] <https://www.hrw.org/report/2013/05/16/wrong-direction-rights/assessing-impact-hungarys-new-constitution-and-laws>
- [12] <https://www.theguardian.com/global-development/2022/sep/13/hungary-tightens-abortion-access-with-listen-to-foetal-heartbeat-rule>
- [13] <https://www.leparisien.fr/societe/la-hongrie-de-viktor-orban-interdit-la-marche-des-fiertes-et-va-utiliser-la-reconnaissance-faciale-pour-cibler-les-participants-19-03-2025-WNQ72DER4JETZKJWA2MUJVLWTU.php>
- [14] <https://www.france24.com/en/live-news/20250306-abortion-access-under-threat-in-milei-s-argentina>
- [15] <https://www.france24.com/en/live-news/20241207-german-campaigners-demand-abortion-be-fully-legalised>
- [16] https://www.francetvinfo.fr/societe/ivg/droit-a-l-avortement-francois-bayrou-s-interroge-sur-l-utilite-d-une-inscription-dans-la-constitution_522212.html

- [17] <https://www.radiofrance.fr/franceinter/en-images-le-mariage-pour-tous-a-dix-ans-retour-sur-plusieurs-mois-de-lutte-en-dix-photos-marquantes-9694565>
- [18] https://www.bfmtv.com/amp/politique/pour-ses-10-ans-la-manif-pour-tous-devient-le-syndicat-de-la-famille_AN-202303270360.html
- [19] <https://www.rue89lyon.fr/2015/11/05/lyon-laurent-wauquiez-en-osmose-avec-la-manif-pour/>
- [20] <https://www.mediapart.fr/journal/france/170522/mineurs-trans-des-groupuscules-conservateurs-passent-l-offensive>
- [21] <https://www.mediapart.fr/journal/france/050524/infiltration-harcelement-et-transphobie-dans-les-coulisses-d-un-collectif-hostile-aux-transitions-des-enfa>
- [22] https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/pourquoi-la-droite-et-l-extreme-droite-s-attaquent-aux-transitions-de-genre-chez-les-mineurs_6532484.html
- [23] https://www.liberation.fr/politique/grosses-tensions-entre-elus-lrem-sur-fond-de-transphobie-20220831_UYFAGGMP75HHPEZZF5UUNOHK3Q/
- [24] <https://www.publicsenat.fr/actualites/societe/transidentite-des-mineurs-le-senat-adopte-la-proposition-de-loi-lr-dans-une-ambiance-houleuse>
- [25] <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049251463#:~:text=Après%20le%20dix%2Dseptième%20alinéa,comme%20loi%20de%20l'Etat.>
- [26] https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/amendements?dossier_legislatif=DLR5L16N49095
- [27] <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/seance/congres-2024/seance-du-lundi-04-mars-2024>
- [28] Enquête « cadre de vie et sécurité » 2019 du ministère de l'Intérieur.
- [29] Enquête « cadre de vie et sécurité » 2019 du ministère de l'Intérieur.
- [30] <https://www.amnesty.be/campagne/droits-femmes/viol/article/deconstruire-mythes-stereotypes-viol>
- [31] <https://www.maisonegalitefemmeshommes.fr/ressource/667/514-une-culture-du-viol-a-la-francaise.htm>
- [32] <https://heyzine.com/flip-book/348e20fa49.html> p. 21-22.
- [33] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Misogynoir>
- [34] https://fr.wikipedia.org/wiki/Lesbiennes,_gays,_bisexuels_et_transgenres

- [35] https://www.cor-retraites.fr/sites/default/files/2020-01/Rapport_novembre_2019_V4.pdf#page59
- [36] https://www.bfmtv.com/societe/baisse-des-naissances-pourquoi-le-rearmement-demographique-voulu-par-emmanuel-macron-ne-prend-pas_AN-202501140692.html
- [37] https://www.francetvinfo.fr/elections/presidentielle/l-article-a-lire-pour-comprendre-pourquoi-le-grand-remplacement-est-une-idee-raciste-et-complotiste_4965228.html
- [38] <https://www.sudouest.fr/politique/civitas-quel-est-ce-mouvement-catholique-integrisme-dont-gerald-darmanin-demande-la-dissolution-16210423.php>
- [39] <https://publications.aap.org/pediatrics/article/150/2/e2021056082/186992/Gender-Identity-5-Years-After-Social-Transition?autologincheck=redirected>
- [40] <https://wikitrans.co/2021/12/22/la-detransition/>
- [41] <https://journals.openedition.org/glad/5756>